

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3000>

« A nous les banques » : vraiment ?

- Regards -

Date de mise en ligne : jeudi 18 août 2011

Description :

Nous publions ici un communiqué d'Attac-France sur la situation des banques à l'heure de la crise européenne.

Sa référence à de nouvelles formes coopératives ouvre le débat...

Rencontres Sociales

Nous publions ici un communiqué d'Attac-France sur la situation des banques à l'heure de la crise européenne.

Sa référence à de nouvelles formes coopératives ouvre le débat...

Goldman-Sachs, HSBC, la Société Générale, BNP-Paribas : les mastodontes de la banque sont ressortis de la crise financière plus gros et plus profitables. Ils ont repris leurs pratiques prédatrices, spéculant sur les dettes publiques et sur les marchés de produits dérivés, nourrissant la hausse des prix de l'énergie et des aliments, appauvrissant ainsi des centaines de millions de personnes de par le monde, tout en distribuant des centaines de milliards d'euros et de dollars à leurs dirigeants, traders et actionnaires.

Mais là n'est pas le plus extraordinaire. Ce qui est vraiment nouveau, c'est que tout le monde le sait. Ce pillage organisé s'étale chaque jour à la une des journaux, en même temps que l'austérité s'impose partout en Europe au nom de la « stabilité financière » - doux euphémisme pour désigner la loi des banques.

La prochaine crise financière se prépare sous nos yeux, sans pour autant que n'apparaissent des alternatives crédibles aux yeux des citoyens exaspérés par cette situation.

C'est ce fossé - entre une situation largement perçue comme intolérable et un sentiment tout aussi répandu d'impuissance et d'absence d'alternative - qui explique l'impact de la semi-boutade d'Eric Cantona en 2010. C'est à ce fossé qu'Attac veut s'attaquer en lançant, avec ses partenaires, la campagne « A nous les banques ». Trois axes structurent notre projet : la dénonciation pédagogique, les propositions alternatives, la mise en mouvement des citoyens usagers.

Dénoncer les pratiques des banques et la soumission volontaire des gouvernements n'est pas le plus difficile. Les faits sont là, massifs : bonus et dividendes records, spéculation déchaînée, paradis fiscaux florissants... L'imposture des « régulations » du G20 ou des gouvernements n'est pas difficile à démonter. Mais face à cela, il faut avoir des propositions à la fois radicales et crédibles. L'axe principal de notre argumentation tourne autour de l'idée, démontrée par le sauvetage en catastrophe des banques lors de la crise financière, que la stabilité du système de crédit est un bien commun.

Un bien vital pour l'économie réelle et l'emploi, et trop précieux pour être laissé aux mains de dirigeants et d'actionnaires cupides et irresponsables. En effet le crédit est l'oxygène qui permet aux entreprises et aux familles d'investir. Or les besoins d'investissement - en particulier dans les économies d'énergie et la reconversion écologique de nos modes de vie et de production - sont aujourd'hui gigantesques. Puisque la stabilité financière est un bien commun, indispensable à la transition écologique et à la création d'emplois de qualité, les banques doivent être placées sous le contrôle de la société.

Non pas du seul État - même si les pouvoirs publics devront assumer de devenir majoritaire dans le capital des banques lors de la prochaine crise bancaire. Mais il s'agit cette fois de construire véritablement un contrôle social, reflétant les intérêts des salariés, des usagers - notamment les plus précaires -, des associations écologiques, ... bref, de la société civile organisée. Le statut de Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), par exemple, pourrait permettre de placer les banques sous ce contrôle citoyen. Il s'agit de les mettre au service de la société et d'éviter les dérives qu'ont connu autrefois les banques nationalisées (Crédit Lyonnais) ou récemment les banques mutualistes (Caisses d'épargne, Crédit Agricole...) où le pouvoir a été confisqué par une élite managériale.

Mais cette socialisation du système bancaire ne tombera pas du ciel, même si une nouvelle crise bancaire oblige les États à intervenir à nouveau. Elle ne se concrétisera que si les citoyens ont déjà commencé à la construire par leur

action collective, sans attendre que le changement vienne d'en haut. C'est le troisième volet, essentiel, de notre campagne : proposer des actions concrètes qui permettent aux citoyens de devenir acteurs de ce processus de socialisation des banques. Réaliser des actions symboliques dans ou devant les banques, avec l'accord et le soutien des salariés ; interpeller les dirigeants des banques sur leurs pratiques en matière de paradis fiscaux, de bonus, de spéculation, de frais bancaires qui pèsent surtout sur les clients les moins riches, de financement des projets (centrales nucléaires ou énergies renouvelables ?)... ; les obliger à répondre aux questions qu'on leur pose, car ils nous doivent des comptes ; favoriser le développement de la finance solidaire et des banques « propres », comme par exemple le projet de la NEF de créer une banque éthique européenne...

De multiples actions sont possibles pour commencer à concrétiser l'aspiration aujourd'hui très majoritaire à reprendre en main notre système financier et notre destin. Les banques sont à nous, les banquiers doivent s'y résoudre : à nous les banques !